

## Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

**L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Administration générale

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.

## **Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Rapport d'observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercices 2013 et suivants**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie a réalisé un contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) dont est membre la Ville de Montpellier, pour les exercices 2013 et suivants.

En application de l'article L.243-8 du Code des juridictions financières, la CRC a adressé au Maire de la Ville de Montpellier le rapport présenté à l'organe délibérant de Montpellier Méditerranée Métropole pour donner lieu à débat au sein du Conseil municipal.

Il est à noter que Montpellier Méditerranée Métropole sera tenue de présenter, dans un délai d'un an, le bilan des actions entreprises à la suite des recommandations émises par la CRC.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de l'inscription à l'ordre du jour de cette séance, du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie concernant le contrôle des comptes et la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de prendre acte de la transmission du rapport ;

- de prendre acte du débat relatif à ce rapport ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 décembre 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- rapport CRC 3M.pdf

- réponse CRC 3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201214-150613-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/12/20  
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.